

# Ariège « Plus de transparence, d'ouverture, de travail en équipe, de démocratie ! »

**Laurence Marandola forme avec David Eychenne le duo de tête de la liste de la Confédération paysanne en Ariège.**

### Pouvez-vous présenter votre duo en tête de liste ?

Je suis installée depuis 11 ans à Auzat, sur une quarantaine d'hectares, entre 800 et 1 200 mètres d'altitude. Nous élevons des lamas pour le débroussaillage, la laine, le portage et des randonnées, et produisons en complément d'activités jus de pommes et plantes aromatiques et médicinales. Il s'agit d'une « petite » ferme avec transformation et valorisation de tous nos produits. Quant à David Eychenne, il est installé à Camon, en coteaux. Il élève des bovins viande allaitants en race gasconne, en estive l'été et sur un système complètement autonome en céréales et foin. Il engraisse à la ferme, fait de l'abatage local, commercialise ses caissettes via une plateforme locale et est certifié bio.

### L'Ariège fait partie des départements qui perdent un grand nombre d'agriculteurs et d'agricultrices. Quelles préconisations faites-vous dans le cadre de votre campagne ?

Notre département se heurte, y compris en montagne, à des phénomènes d'agrandissement et d'accaparement de terres, de renchérissement du foncier, ainsi qu'à de grandes insuffisances pour accompagner les fermes les plus diversifiées. La Pac, en ouvrant des droits au paiement de base à toutes les zones d'estive, a reconnu le pastoralisme mais a également produit des effets de rente de situation. Certains montants peuvent être indécents et face à ça, les jeunes qui s'installent n'arrivent plus à trouver de place pour mettre leurs bêtes en

estive. On a donc décidé de mettre en avant le thème d'une Pac pour tous et toutes !

### Des mobilisations syndicales locales autour de la Pac peuvent-elles changer la donne ?

Oui ! Je pense notamment à la question des surfaces pastorales : certaines espèces végétales d'épineux, en particulier les ronces, extrêmement consommées par nos animaux, ne sont par exemple plus éligibles aux aides. C'est un enjeu fort dans notre département de zones difficiles, pentues et broussailleuses. En février et mars dernier, la

l'éleveur, ce que signifie « subir la prédation ». Nous faisons tout notre possible pour qu'il y ait encore un avenir pour des activités agricoles et pastorales en montagne, en Ariège, dans un contexte de très forte présence de l'ours. Ça ne passera que par des négociations déterminées avec les services de l'État.

### Qu'est-ce qui doit changer en priorité à la chambre d'agriculture de votre département ?

Aujourd'hui, les petites fermes, ce sont 30 % des fermes en Ariège et plus de 50 % des installations ces 5 dernières années. Or, aujourd'hui, la chambre n'accompagne pas du tout ces fermes-là. Ce que nous voulons, c'est que toutes les paysannes et tous les paysans se sentent représentés dans leur diversité, par des élus et par des services en accompagnement adapté.

### La victoire est-elle possible ?

On a envie d'y aller, de gagner et on se sent prêts ! Il y a toute une équipe avec nous qui est prête à faire le boulot. L'écart de voix a toujours été très

faible lors des dernières élections. Il n'y a qu'entre 2000 et 2200 votants sur le colège « chefs d'exploitation et assimilés » dans le département et ça s'est toujours joué entre 30 et 120 voix d'écart entre « la Fédé » et nous. On a construit une liste en équipe, en donnant la priorité à des personnes très engagées sur leurs territoires et dans leurs filières. Et c'est aussi de cette façon que l'on aimerait travailler à la chambre quand on aura gagné : avec plus de transparence, d'ouverture, de travail en équipe, de démocratie ! Il faut que le rapport de force change ! n

Sophie Chapelle



Confédération paysanne de l'Ariège s'est mobilisée, fortement et symboliquement, devant la préfecture. Ça a conduit les services de l'État (DDT et préfecture) à défendre les surfaces pastorales auprès du ministère. On peut faire bouger les lignes !

### Comment vous positionnez-vous sur le thème de la prédation ?

En 2018, l'Ariège est devenu le troisième département où il y a eu le plus d'attaques de grands prédateurs en France. On a voulu sortir de la discussion « pour ou contre l'ours ». La première chose que l'on a essayé de faire, c'est de montrer le désespoir de